

Trois ruptures pour une refondation à gauche

Par Dominique Strauss-Kahn

1 – Pour une société juste

Nous venons de subir une troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle. Manifeste au soir du 6 mai, elle était latente depuis le premier tour, le 22 avril : jamais le score de la gauche n'avait été aussi bas. La défaite vient de loin. Elle sanctionne un refus, celui de nous réformer. C'est à cela que je veux aujourd'hui m'attacher.

Rendre un avenir à la gauche : voilà l'enjeu. Il faut le faire en regardant le monde tel qu'il est, avec les Français tels qu'ils sont.

Le socialisme du réel doit être celui d'une gauche efficace au temps de la mondialisation. Trois principes l'animeront : une vraie compréhension des inégalités et non pas une grille de lecture dépassée, une efficacité sociale et non pas des slogans inopérants, une stratégie émancipatrice redonnant de la force à l'idée de progrès.

Osons le dire : notre lecture de la lutte des classes est totalement dépassée.

Il est devenu commun d'annoncer la "fin d'Epinay", c'est-à-dire l'épuisement du grand cycle historique de la gauche française, né en 1971 de l'unification des socialistes par François Mitterrand autour d'un mot d'ordre, la rupture avec la société capitaliste, et d'une stratégie politique, l'Union de la gauche. Nous devons tourner cette page pour ouvrir un cycle nouveau.

Nous devons le faire pour les raisons que chacun perçoit : parce qu'il est temps que les nouvelles générations de la gauche puissent écrire leur propre histoire ; parce que cette rhétorique révolutionnaire a depuis longtemps perdu tout rapport avec notre pratique du pouvoir ; parce que l'état actuel des forces à gauche pose la question de notre stratégie et de nos alliances.

Mais nous devons le faire pour une raison plus profonde : le cycle d'Epinay est achevé parce que la vision de la société sur laquelle il reposait est devenue caduque.

“La lutte des classes”, la réduction “en dernière instance” de l’ensemble des inégalités au clivage capital / travail, l’illusion d’un prolétariat homogène et uni entraînant dans son sillage l’ensemble du salariat ne constituent certes plus les principaux leitmotifs du discours socialiste. Mais faute d’avoir réalisé lors des dix dernières années notre aggiornamento, notre analyse de la société continue de s’inspirer d’une vague lecture marxiste, héritée des années 1960, qui analyse les problèmes économiques et sociaux à partir du vieux triptyque couches populaires / couches moyennes / détenteurs du capital, sous l’angle exclusif de l’affrontement et de l’équilibre entre ces classes sociales.

C’est le décalage croissant entre les mutations, accélérées, de la société française et nos grilles de lecture, obsolètes, qui compose à mes yeux la toile de fond de nos revers électoraux. Pour le dire autrement, il me semble qu’en 2002 comme en 2007, nous avons d’abord buté sur notre inaptitude à analyser la nouvelle réalité sociologique française.

Cette nouvelle réalité, c’est celle de la fragmentation sociale.

Les inégalités traditionnelles n’ont pas disparu dans la société française des années 2000 : la mondialisation exacerbe la subordination du monde du travail aux détenteurs de capitaux. Les disparités de revenus et de patrimoine entre les cadres et l’ensemble des salariés d’exécution, qui agrège les ouvriers à la masse des employés du tertiaire aux salaires peu élevés, ne se réduisent guère.

Mais ces inégalités traditionnelles n’expliquent plus la dynamique sociale. Un puissant processus d’individualisation a fait implorer les anciennes “classes”. Il n’est pas indifférent d’avoir un emploi ou de disposer de revenus de transfert, de bénéficier d’un CDI ou d’évoluer dans l’univers des CDD, de travailler dans une grande entreprise ou dans une PME, dans une zone tirée par la mondialisation ou frappée par la désindustrialisation, dans le secteur public ou dans le secteur privé. A cela s’ajoute tout ce qui ne relève pas du statut socio-professionnel mais joue un rôle décisif dans la distribution des richesses et des possibilités d’épanouissement personnel : les inégalités entre les sexes et entre les générations, ainsi que les discriminations raciales. Tout ceci se résume dans ce qui traduit une large part du malaise français : les inégalités territoriales.

Il n’y a pas deux France, “la France d’en haut” et “la France d’en bas”, la France qui va bien et la France qui souffre, mais une France éclatée en mille univers : celui des jeunes de banlieues et celui des retraités des zones rurales, celui des nouveaux prolétaires des industries de l’Est,

celui des travailleurs précaires maintenus aux marges de la société, celui des salariés qui ne jugent pas toujours légitime l'effort fait en direction de moins bien lotis qu'eux.

Le temps n'est plus où la gauche pouvait se contenter d'être le porte-parole du seul prolétariat dans un monde injuste. Aujourd'hui, elle doit redéfinir ce qui fonde une société juste.

Nicolas Sarkozy a fait son miel des antagonismes que nourrit l'hétérogénéité sociale. En choisissant ses boucs émissaires, en épousant la méfiance spontanée qu'inspirent les "assistés" aux salariés "qui se lèvent tôt", en opposant la France des campagnes à celle des "racailles", il s'est donné les moyens de réunir une majorité. Il a joué sur les peurs et les rancoeurs, mais aussi sur l'espoir d'une énergie nouvelle. Je suis convaincu qu'il sera impossible pour la gauche de reconquérir le pouvoir et de l'exercer durablement si elle ne prend pas, elle aussi, la mesure de cette nouvelle société française. C'est cette mise à jour qu'il nous faut faire. C'est à ce socialisme du réel que je veux convier la gauche et les Français.

Pour retrouver une crédibilité politique, nous devons éviter trois écueils : ignorer la fragmentation sociale en imaginant qu'on peut encore construire un "front de classes" à l'ancienne autour de quelques mots d'ordre anticapitalistes et altermondialistes ; capituler devant la "société des individus" en courant après tous les mouvements sociaux et en se laissant disloquer par toutes les revendications ; contourner le problème en faisant de la démocratie participative ou du nécessaire dialogue social une fin en soi.

Pour moi, trois pistes mènent à notre rénovation idéologique.

D'abord, la promesse d'un Etat social à nouveau efficace.

Chacun constate combien il s'est dégradé depuis 2002. Je crains que les dégâts à venir ne soient comparables à ceux qu'infligea le thatchérisme au Royaume-Uni des années 1980. Mais je crois aussi que s'enfermer dans la seule défense des acquis condamne la gauche à n'être qu'un rempart vite contourné face au réformisme libéral. Pour rester fidèle à ses valeurs, la gauche doit reconnaître la nécessaire adaptation de notre modèle social aux défis de la mondialisation, du vieillissement démographique et de l'individualisation des situations. Rien n'est tabou : sur le financement des retraites, l'évolution du système de santé, la réforme du marché du travail, la reconfiguration territoriale des services publics, les électeurs potentiels de la gauche

attendent de notre part un discours de vérité pour reconstituer notre crédibilité.

La gauche doit aussi répondre à la demande de protection face à la mondialisation : je continue de penser que la construction de l'unité politique de l'Europe est la seule réponse stratégique sérieuse que les socialistes puissent opposer aux contradictions du discours de Nicolas Sarkozy, qui a promis tout à la fois le libre marché au CAC 40 et le protectionisme aux salariés.

Enfin, cet Etat social renouvelé doit désormais promouvoir cette catégorie d'entrepreneurs qui inventent notre avenir. Nous devons les considérer comme d'authentiques acteurs du progrès social et non comme des "ennemis de classe" à vouer aux gémonies.

La deuxième piste est celle d'un nouveau compromis social.

Nous devons assumer plus clairement nos priorités politiques et définir le type de société que nous voulons bâtir : quel partage de la valeur ajoutée, quel arbitrage entre la progression du pouvoir d'achat des différentes catégories de salariés et le soutien à la lutte contre l'exclusion et au noyau dur du chômage ? Est-il concevable que nous revenions devant les électeurs sans avoir déterminé la répartition de l'effort fiscal qui nous semble souhaitable ?

La troisième piste enfin touche à l'utopie fédératrice de l'égalité réelle et d'une société juste.

Adopter le socialisme du réel que je préconise, ce n'est pas se résigner au pragmatisme et à l'ordre établi : il s'agit de faire face à la réalité pour pouvoir la changer. Je crois d'ailleurs que la gauche ne peut se passer, dans notre pays, de cet horizon d'une transformation radicale de la société qui, depuis la Révolution, donne sens à ses combats.

La "rupture avec le capitalisme" a cédé la place à un nouvel objectif tout aussi stimulant : la construction par l'égalité réelle d'une société juste.

L'égalité réelle, c'est d'abord l'égalité des droits, la lutte contre les discriminations sexistes, raciales, générationnelles, territoriales. Mais c'est aussi la lutte contre la reproduction sociale qui demeure, malgré la "massification" du système scolaire voulue par la gauche, une réalité structurante de la société française.

Articulé autour de propositions audacieuses et d'engagements financiers précis en matière d'éducation, de santé et de logement, ce mot d'ordre peut, lui aussi, être fédérateur dans une France qui aspire profondément à relancer l'ascenseur social. Si la gauche ne se fixe pas cette nouvelle frontière comme horizon, on pourra légitimement se demander à quoi elle sert.

Le socialisme est d'abord une protestation contre l'ordre existant. Mais il exprime aussi une volonté d'émancipation concrète. C'est ce que je développerai dans ces colonnes lors des quinze jours à venir. »
Europe

2 – Pour une nouvelle cohérence économique et sociale

« Deux constats s'imposent à nous. Notre compétitivité s'érode : la France est en train de perdre la bataille économique. Notre modèle social a un coût très élevé alors même que son efficacité dans la lutte contre les inégalités paraît faiblir.

De ces deux constats indiscutables, Nicolas Sarkozy a tiré une stratégie et une diatribe : la France doit retrouver sa compétitivité en liquidant son modèle social. Il semble penser de surcroît que cette liquidation ne suscitera guère de protestations, puisque ce modèle procure moins de bénéfices que par le passé et qu'il n'est plus créateur d'espoir. Largement enfermée dans le schéma de la relance par la demande, la gauche a refusé de prendre toute la mesure de la perte de compétitivité de l'économie française et a continué de faire comme si l'on pouvait redistribuer sans trop se préoccuper de produire. Dans le même temps, elle n'a pas suffisamment pris en compte la montée en puissance de nouvelles formes d'inégalités et a considéré que les politiques sociales traditionnelles continuaient à fonctionner de façon satisfaisante. Leur évidente incapacité à lutter contre la pauvreté et l'explosion des inégalités a été attribuée non à leur inadéquation grandissante, mais à une force de frappe insuffisante. Il ne s'agissait plus dès lors de les faire évoluer : il suffisait de les renforcer. Que la thérapie retenue par Nicolas Sarkozy soit inappropriée ne change rien au diagnostic : entre deux constats fondés et partagés par une grande majorité de Français et une analyse doublement décalée, les électeurs ont choisi. Pour rétablir sa crédibilité, la gauche doit retrouver une cohérence économique et sociale qui permette de fonder une critique radicale du libéralisme sans se limiter à un pamphlet contre le capitalisme.

La compétitivité et l'égalité réelle

Si l'on veut remédier à la perte de compétitivité de notre économie, il faut en identifier les causes. Sur un marché devenu mondial, arrivent une quantité importante de travail et une moindre quantité de capital. Devenu relativement abondant, le travail voit son prix baisser ; demeurant relativement rare, le capital bénéficie d'une rémunération croissante. Pour autant, la stratégie conduisant la France à renouer avec une compétitivité forte ne passe pas par l'abaissement du coût du travail : quelle que soit l'amertume de la potion libérale imposée à l'économie française, le coût du travail n'y sera jamais assez faible pour autoriser notre pays à rivaliser en la matière avec les économies émergentes. Il faut au contraire promouvoir le type de travail qui, à l'échelle du monde, reste rare et peut donc être cher : le travail suffisamment qualifié pour nourrir l'innovation. Quant à notre modèle social, il souffre aujourd'hui de deux faiblesses qui le rendent peu apte à contribuer à l'égalité réelle. Les politiques sociales sont d'abord trop réparatrices et pas assez préventives. Il ne suffit plus de constater les inégalités créées par le marché et de chercher à les compenser au moyen d'allocations diverses : il faut les attaquer à la racine, là où elles se forment, dès l'enfance, au travail, dans le tissu urbain. On ne peut plus se contenter d'aider les pauvres : il faut construire une société qui fabrique moins de pauvres. De ce point de vue, les politiques d'éducation et de santé sont les premières en cause. D'où la nécessité, sur certaines parties du territoire, d'allouer massivement du capital public à ceux qui ont peu de capital personnel. C'est ce qui justifie de limiter à quinze élèves l'effectif des classes dans certaines banlieues ou certaines zones rurales. C'est ce qui fonde l'opposition à l'instauration des franchises médicales et impose, à rebours, l'adoption d'une vigoureuse politique de prévention en direction des enfants et des familles pauvres. Nos politiques sociales sont ensuite trop monétaires : elles reposent excessivement sur le versement d'allocations et font encore assez largement l'impasse sur l'accompagnement individuel. Le vieillissement de la population illustre l'inadéquation de ce modèle : sujet crucial des décennies à venir, il ne peut trouver de réponse pertinente dans la seule redistribution monétaire. Le problème des retraites est évidemment important ; mais l'adaptation du travail à l'âge des seniors, l'amélioration de la santé au travail ainsi que la prise en compte de sa pénibilité sont des questions tout aussi décisives. Nous voyons tous aujourd'hui que les remboursements ne suffisent plus à garantir l'amélioration de l'état de santé des individus, contrairement à la mise en place de parcours de soins. Nous voyons aussi que l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire n'est pas véritablement un gage de la réussite à l'école, contrairement au renforcement de l'encadrement des élèves et du soutien qui peut leur être apporté.

Le social dans l'économie

Ce qu'il nous faut finalement, ce n'est ni le social au mépris de l'économie, que la gauche a trop tendance à pratiquer lorsqu'elle croit pouvoir développer des politiques sociales en négligeant les conditions de leur financement, ni le social par l'économie, que la droite persiste à prôner parce qu'elle pense que quand l'économie va, tout va. C'est le social dans l'économie, c'est-à-dire des politiques sociales dont la mise en œuvre contribue à la croissance économique. Quand on permet aux talents qui naissent dans les banlieues d'aller à l'université, c'est aussi l'économie dans son ensemble qui en bénéficie. Quand on améliore la santé au travail, c'est aussi la productivité qui s'élève. Quand on facilite le retour à l'emploi des salariés frappés par les délocalisations, c'est aussi le tissu industriel qui retrouve sa trame. Si notre avenir repose sur la valorisation du capital humain de nos concitoyens, c'est parce que la protection contre les effets indésirables de la mondialisation passe par une économie plus efficace. Ce qui nous protégera à l'avenir, c'est la compétitivité, pas le repli. Il nous faut donc un Etat qui fasse de cette entreprise de valorisation sa tâche principale, non un Etat qui s'emploie à privilégier la rente en abaissant les droits de succession.

Une politique durable

Chacun comprend aujourd'hui qu'il n'est de politique efficace que si elle est durable. « Durable », cela veut dire qu'elle sera mise en œuvre longtemps et poursuivie avec opiniâtreté, mais aussi qu'elle sera efficace et financée à long terme – certains diraient « soutenable ». Il faut donc intégrer à la logique du développement des contraintes – sociales, environnementales, énergétiques – qui ont jusqu'alors été considérées comme latérales. Une fois la politique économique définie, on s'interrogeait sur ses conséquences sociales et environnementales pour en corriger éventuellement les effets. A l'avenir, il ne pourra plus en aller de la sorte. Il faut dorénavant que, dès sa conception, la politique tienne compte des conditions de sa durabilité. Ceci vaut naturellement aussi pour les finances publiques. Le retour à un taux d'endettement supportable est la condition impérative d'une politique durable. On comprend aisément que ceci ne soit guère compatible avec une politique à courte vue d'allègements fiscaux. Disons-le d'une phrase : aucune politique ne peut porter de fruits si elle n'est pas suffisamment acceptée par la société pour durer, durer, durer encore.

Le contrat et l'Europe

Comment le faire ? Question de méthode. Question d'espace aussi. La méthode, c'est le contrat. Le contrat entre l'Etat et ses différents partenaires, en particulier les collectivités territoriales sur lesquelles reposeront, à l'avenir, une bonne part des politiques publiques. Mais aussi le contrat avec, et entre, les partenaires sociaux. Il faut pour cela des syndicats forts et, surtout, parfaitement légitimes. D'où l'ardente nécessité de mettre en place des mécanismes propres au renforcement de leur représentativité. D'où, aussi, l'importance d'engager de vraies négociations et de se refuser à poser constamment le pistolet de la loi sur la tempe des partenaires sociaux. D'où, enfin, l'urgence de favoriser l'émergence d'un nouvel acteur, le consommateur, qui doit être en mesure de contester la toute-puissance des entreprises. L'espace, c'est l'Europe. L'Etat-Nation n'est plus le lieu pertinent de la lutte contre les effets indésirables de la mondialisation. De cette affirmation banale, il faut tirer toutes les conséquences : donner à l'Union européenne les moyens de financer des politiques favorables à la croissance et à l'emploi comme de piloter la recherche ; négocier les premiers éléments d'une Europe sociale ; garder l'ambition de fonder une Europe politique. Je ne vois rien de cela ni dans le protectionnisme national qui nous a été promis pendant la campagne présidentielle, ni dans le mini-traité qui nous est annoncé par Nicolas Sarkozy. Il n'y a pas d'avenir pour la France dans une vision trop étroitement nationale ou trop étroitement économique. Il n'y a pas d'avenir pour la gauche dans une vision trop étroitement sociale ou trop étroitement étatique. Notre avenir ne peut se construire qu'à travers la mise en œuvre, dans l'espace européen, de politiques négociées permettant de répondre à l'exigence sociale et de renforcer la compétitivité. Ceci passe par une réforme radicale de nos politiques publiques qui ne peuvent plus prétendre se limiter à corriger, après coup, les méfaits du capitalisme mondialisé. Il faut accepter de « se salir les mains », d'intervenir sur le fonctionnement même du système productif. Il faut un socialisme du réel.

3 – La nouvelle bataille des valeurs

« Pour conclure cette série de réflexions dans « le Nouvel Observateur », je voudrais dire quelques mots des valeurs qui peuvent guider la gauche aujourd'hui. Nous critiquons le monde tel qu'il est et nous voulons le transformer, mais nous ne pourrions le faire qu'en sachant ce que nous voudrions qu'il soit. Le socialisme du réel ne peut se passer de l'idéal d'une société juste. Les Français exigent des partis des réponses concrètes aux problèmes de leur vie quotidienne, mais ils cherchent également dans le discours politique une représentation de

ce qu'ils font et peuvent faire ensemble. De ce point de vue, nous n'avons pas perdu en ce début d'année 2007 la seule bataille des projets économiques et sociaux. En laissant Nicolas Sarkozy imposer sa vision de la nation, de l'ordre, du travail, du mérite, nous avons aussi perdu la bataille des valeurs, faute de l'avoir livrée avec nos armes. Il y a, bien sûr, au coeur de la gauche, une aspiration qui traverse les époques : une soif de justice et de liberté, une révolte contre la fatalité, les privilèges et la domination, un humanisme fondamental qui conduit à reconnaître en chaque homme un alter ego. Née des Lumières, elle a été portée par la Révolution française puis par le mouvement socialiste dont nous sommes les héritiers. Elle nous survivra. Mais cette aspiration ne suffit pas à nous définir. Les valeurs elles-mêmes ne sont pas épargnées par le mouvement du réel et de l'Histoire. La gauche est une conscience collective qui cherche sa voie à travers des expériences successives. Nous avançons, nous tâtonnons, nous inventons des modèles ; et à chaque époque nouvelle, nous devons tirer de ce que nous avons appris de nos succès, de nos erreurs et de nos oublis aussi les leçons qui nous permettront de reformuler notre vision du monde.

La liberté ordonnée

Les années 1960 et 1970 nous ont légué une cohérence marxiste et libertaire : alors que les libertés économiques étaient suspectes, les libertés individuelles se trouvèrent sacralisées. Cet héritage demeure notre socle. Face à l'insécurité économique, aux dégâts écologiques, aux inégalités sociales qu'il engendre, nous persistons à vouloir réguler le capitalisme. Contrairement aux libéraux, qui veulent « libérer » le marché de toutes ses entraves, nous continuons de penser, en sociaux-démocrates, qu'il faut organiser la tension entre le capital et le travail. Aussi nous efforçons-nous d'encadrer le fonctionnement du marché. Mais, parallèlement, nous avons progressivement reconnu que la liberté d'entreprendre était source d'efficacité économique et créatrice de richesse. De notre capacité à convaincre de la cohérence de ces deux affirmations – la nécessaire régulation du capitalisme et la nécessaire promotion des entrepreneurs – dépend, pour une bonne part, l'avenir de la gauche. Il nous faut de même concilier la loi et l'ordre. Frappée d'hémiplégie, la gauche a longtemps négligé la répression, confiant à la seule prévention le soin de garantir la sécurité. Une pathologie symétrique conduit aujourd'hui la droite à tout miser sur la répression. Sanctionner sans faiblesse les atteintes à la loi après avoir mis en oeuvre les moyens permettant d'éviter la multiplication des infractions : telle est la voie que doit emprunter un socialisme du réel. Le moment est venu d'entériner cette évolution idéologique. Pour traduire ce double rééquilibrage – de la liberté et de la responsabilité, des droits et des devoirs –, j'aime à parler de liberté ordonnée. Les

batailles sémantiques et symboliques sont des batailles politiques ; à l'heure où la droite engage une offensive caricaturale contre l'esprit de Mai-68, je crois important de montrer que la gauche est capable de faire bouger les lignes sans pour autant céder en rien, ni dans les mots ni dans les propositions, à l'idéologie de ses adversaires.

Poser en principe que les seules inégalités sociales et économiques acceptables sont celles qui bénéficient aux membres les plus défavorisés de la société, c'est donner un contenu concret à l'égalité. Il ne s'agit pas d'éliminer les différences « naturelles », même si l'on sait à quel point elles sont socialement et familialement conditionnées. L'égalitarisme niveleur, qui est par exemple à l'origine d'utopies scolaires comme celle du « collège unique », refuse aux plus mal lotis (promus de classe en classe à l'ancienneté) l'opportunité de progresser selon des rythmes et des méthodes adaptés à leurs capacités réelles. Parce qu'il bride les talents des plus doués, cet égalitarisme est responsable d'une seconde injustice à l'endroit des moins favorisés : les chances qu'ont ces derniers de bénéficier un jour du fruit des efforts des premiers en sont diminuées. La justice ne consiste pas à nier ou à entraver les talents au prétexte de leur répartition arbitraire, mais à les faire contribuer à l'amélioration des perspectives des membres les moins bien dotés de la société. La conception sociale-démocrate de la République, ce n'est donc pas l'égalitarisme niveleur. Mais ce n'est pas davantage l'ouverture d'une course inégale à la domination telle que la prône Nicolas Sarkozy, lequel semble faire sienne la formule de Hayek : « A ceux qui ont, l'on donnera. » Ma conception, c'est celle de la mutualisation des talents : nous devons les regarder comme des atouts collectifs et nous considérer mutuellement comme les bénéficiaires des avantages résultant de leur épanouissement. Il n'y a rien de choquant à prétendre que l'activité collective de la société est mieux à même que l'égoïsme individuel de soutenir nos efforts, de susciter notre contribution, et de rendre réalisable ce dont nous sommes capables.

La fraternité laïque

A la fragmentation du salariat qui érode le sentiment de classe, à la mondialisation qui désarticule les Etats-nations s'ajoute depuis quelques décennies la montée d'une forme d'individualisme invitant chacun à cultiver son autonomie et à affirmer sa différence. Mais les solitudes et les angoisses qui accompagnent cette nouvelle donne font aussi resurgir les besoins d'appartenance et les revendications identitaires. De nouveaux réseaux de communication et de sociabilité se développent, de nouvelles références territoriales ou religieuses apparaissent, mettant sous tension la conception républicaine de la

nation. L'égalité réelle suppose le souci du bien commun. Mais elle ne requiert pas l'uniformité des croyances, des mœurs et des cultures. Respecter l'égalité des droits des citoyens impose de ne pas leur prescrire une manière de vivre déterminée ou une conception particulière du bonheur privé – fût-ce celle de la majorité d'entre eux.

C'est ainsi que la pluralité des orientations sexuelles appelle de la part de la démocratie autant de respect que la diversité culturelle : elle est une richesse que doivent accueillir favorablement les sociétés libres, un des innombrables moyens par lesquels ces dernières échappent à l'uniformité. Il y a toutefois un point sur lequel nous ne devons pas, à mon sens, transiger : notre refus d'une communautarisation insidieuse de la société et de l'espace public qui, en enfermant les individus dans des identités figées et en imposant une représentation ethnicisée de la société, perpétuerait durablement les inégalités. Loin de tout archaïsme, notre attachement viscéral à la laïcité reste, de ce point de vue, un combat pour l'émancipation et l'égalité.

Là aussi, la doctrine de la gauche doit faire la part entre la fidélité à son héritage idéologique et la prise en compte des nouvelles réalités sociologiques. L'hospitalité que la démocratie accorde aux différences n'est pas faite d'indifférence aux individus et aux valeurs : elle résulte de la séparation à laquelle procède la démocratie entre le public et le privé d'une part, le politique et le religieux d'autre part. La démocratie ne peut donc admettre qu'au nom de leur singularité personnelle ou de leur particularisme culturel des individus ou des groupes remettent en question la laïcité, condition même de la tolérance dont ils bénéficient.

Le progrès maîtrisé

Comment achever l'esquisse d'une refondation de la gauche sans revenir sur la notion de progrès ? Cette dernière n'est plus à la mode. Le repli sur elle-même d'une société inquiète laisse douter du progrès social ; les bouleversements environnementaux font voler en éclats l'illusion de l'asservissement sans limites de la nature ; l'émergence de nouvelles interrogations morales, liées par exemple à l'utilisation des cellules souches ou des OGM, effraie autant qu'elle fascine. La défiance qu'inspire l'idée de progrès se nourrit de l'opacité qui entoure les expérimentations scientifiques comme les grands choix technologiques, notamment en matière énergétique. Aussi est-il sans doute nécessaire de placer ceux-ci sous un rigoureux contrôle démocratique. Mais refuser toute dérive scientiste ne nous dispense pas de renouer avec le règne de la raison, qui est, depuis deux siècles, la marque des progressistes. Rejeter frénétiquement l'expérimentation scientifique, s'abriter couardement derrière la recherche du « risque

zéro », voilà qui pave la voie d'un retour de l'obscurantisme que la vénération de la nature tente d'habiller idéologiquement. C'est, ici encore, l'identité même de la gauche qui est en jeu. Réel et donc rationnel : tel est le socialisme que je veux aider à refonder.